

## Sur la sortie de l'euro comme panacée

John Milios

31 juillet  
2015



Voici un court extrait de l'entretien avec John Milios, membre du Comité central de Syriza, professeur d'économie politique à l'Université technique d'Athènes, réalisé le 20 juillet 2015 par Michal Rozworski, écrivain et chercheur qui vit à Vancouver, Canada. Il traite exclusivement de la question d'une « sortie de l'euro » .M.D.

L'austérité et le néolibéralisme ne sont pas une question liée seulement à l'euro.

Si un pays change de monnaie, la classe laborieuse de ce pays ne prend pas le pouvoir ni ne met un terme à l'austérité.

Cependant, j'ai déjà déclaré que l'Eurozone, joue un rôle important dans la promotion et la stabilisation du néolibéralisme.

Si une stratégie menée par un mouvement politique de masse qui met un terme à de telles politiques passe par une sortie de l'euro, je ne vois alors pas en quoi cela serait un problème.

Le problème auquel fait face la classe laborieuse grecque n'est, toutefois, pas un problème technique qui peut être résolu par une simple réorganisation de la politique monétaire du pays, telle que le choix de la monnaie.

Je peux facilement imaginer une situation où une Grèce qui sort de l'euro ne peut trouver les ressources nécessaires pour soutenir les taux de change de sa nouvelle monnaie et recourt à des prêts de la zone euro ou d'ailleurs. Mais tout prêt, dans la phase présente du capitalisme, signifie des mémorandums d'austérité. Qui va donc financer le pays afin de soutenir les taux de change de la nouvelle monnaie ?

Enfin, la dévaluation de la nouvelle monnaie favoriserait probablement les exportateurs. Mais la classe laborieuse ne fait pas partie des exportateurs. Elle a besoin de carburant, de nourriture et de médicaments.

En outre, les exportateurs sont les grands capitalistes et ils vont simplement accroître leurs bénéfices. C'est similaire à une dévaluation interne par la diminution des salaires. Vont-ils augmenter nos salaires parce qu'ils font des profits plus importants ? La question n'est pas de trouver un truc pour rendre le capitalisme grec plus efficace.

J'ai souligné auparavant la position financière nette largement positive des ménages grecs afin de montrer que les personnes fortunées et les grandes entreprises (qui ne sont pas comprises dans ce chiffre des ménages) ont déjà envoyé leur argent à l'étranger. Cette petite fraction de la société serait favorisée par une nouvelle monnaie dévaluée. La classe laborieuse, de son côté, fera face à une dévaluation de son pouvoir d'achat.

Dans le sillage d'un changement social qui défie le néolibéralisme et le capitalisme, il n'y aura aucune raison d'arrêter parce que la Grèce a l'euro. Dans ce cas, une nouvelle monnaie pourrait être nécessaire pour soutenir cette nouvelle voie. Mais nous devons partir de ce chemin, non l'inverse. C'est la raison pour laquelle je

considère que la question de la sortie de l'euro est secondaire.

En parlant non pas en termes théoriques mais politiques – c'est-à-dire : comment modifier les rapports de forces politiques et sociaux – je considère l'euro comme un faux problème. Je ne participe pas à des débats sur la devise parce qu'ils mettent de côté la question principale qui est comment renverser la stratégie de long terme des capitalistes grecs et européens en faveur de l'austérité.

La question n'est pas tant récession versus croissance en général que celle de la redistribution des richesses, des revenus et des pouvoirs au profit de la classe laborieuse ; en d'autres termes, une croissance pour la majorité sociale et non une croissance dans l'intérêt des profits

(Traduction A L'Encontre. Entretien réalisé le 20 juillet 2015, publié le 21 sur le site Jacobin. Cet entretien peut être écouté, en anglais, sur [le blog de Michal Rozworski](#).)

»» <http://syryza-fr.org/2015/07/30/grece-gouverner-de-la-meme-facon-quava...>